

MEDEF Actu-Eco - n° 328

Direction des études économiques

Semaine du 28 mai au 01 juin 2018



SOMMAIRE



FRANCE

1. **Croissance du PIB au premier trimestre 2018** : tassement de l'activité plus fort que prévu (+0,2% après +0,7%), net ralentissement de l'investissement et repli des exportations
2. **Défaillances d'entreprises en mars 2018** : 52 965 en cumul sur douze mois (-7,3% sur un an)
3. **Dépenses de consommation des ménages en biens en avril 2018** : net recul au mois le mois, quasi stabilité sur un an
4. **Confiance des ménages en mai 2018** : légère baisse de l'indice général, pessimisme sur le niveau de vie, craintes du chômage au plus bas depuis plus de dix ans
5. **Climat des affaires en mai 2018** : cinquième mois consécutif de baisse de l'indicateur général et plus forte baisse depuis octobre 2012, indice de retournement toujours en zone d'incertitudes

EUROPE

6. **Climat des affaires allemand en mai 2018** : pause dans le mouvement de baisse, vif rebond dans les services

INTERNATIONAL

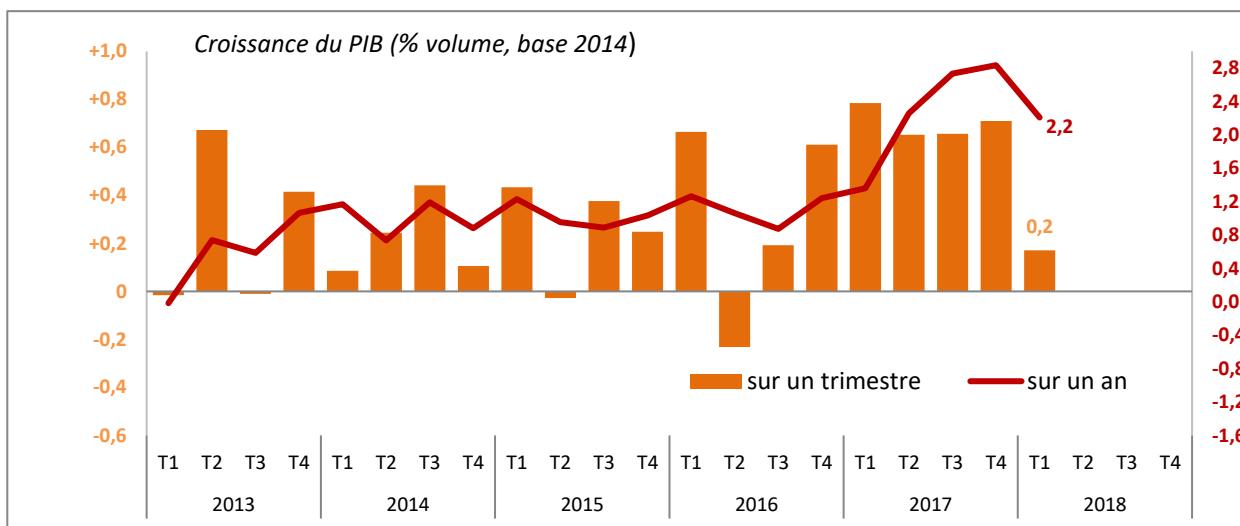
7. **Tendance récente des marchés** : craintes sur la zone euro dans un contexte de tension sur la dette italienne et fuite vers la qualité

1. Croissance du PIB au premier trimestre 2018 : tassement de l'activité plus fort que prévu (+0,2% après +0,7%), net ralentissement de l'investissement et repli des exportations

* Selon la *deuxième estimation* de l'INSEE, *le PIB français en volume, mesuré en rythme trimestriel, aurait ralenti au premier trimestre 2018 (+0,2%, après +0,7% au quatrième trimestre 2017)*. Pour rappel, lors de sa première estimation, l'INSEE inscrivait une croissance trimestrielle de +0,3%. Ce tassement était globalement attendu au regard de celui des indicateurs conjoncturels publiés entre janvier et mars.

Entre *le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018*, le PIB français aurait enregistré une croissance de +2,2%, marquant ainsi une pause dans la dynamique d'accélération observée lors des six trimestres précédents. Pour rappel, au quatrième trimestre 2017, la croissance du PIB en glissement annuel avait atteint +2,8%.

Enfin sur l'année 2017, la croissance du PIB français a été révisée à la hausse à +2,3%, rythme le plus fort depuis 2007.



Source : INSEE

* La croissance du PIB au premier trimestre 2018, en rythme trimestriel recouvrerait :

- En termes de production par branche :

- un **repli de la production manufacturière** (-1,0% après +1,3% au trimestre précédent) pour la première fois depuis le deuxième trimestre 2016. Cette baisse s'expliquerait à la fois par la chute de la production dans l'industrie des **matériels de transport** (-3,0% après +3,2%) ainsi que par le repli observé dans les **autres branches industrielles** (-1,0% après +1,0%). La baisse de la production dans la **cokéfaction et raffinage** s'est accentuée (-1,0% après -0,5%). La production dans les **biens d'équipement** a marqué le pas (-0,2%) après la forte hausse du trimestre dernier (+2,2%). Enfin, le rythme de croissance de la production dans l'industrie **agro-alimentaire** s'est maintenu (+0,3%) ;

- un **ralentissement dans les services marchands** (+0,5% après +1,1%) qui s'expliquerait par celui constaté dans les secteurs des **services financiers** (+0,5% après +0,7%), des **services aux entreprises** (+0,5% après +1,7%), des **transports** (+1,2% après +1,8%) et de l'**hébergement-restauration** (+0,7% après +1,0%). La croissance de la production dans le secteur de l'**information-communication** se serait en revanche maintenue (+1,3%) ;
- un léger repli de la production dans **la construction** (-0,1% après +0,5%).

- En termes de composantes de la demande :

- **un faible dynamisme de la consommation des ménages** (+0,1%) à relier principalement au repli de la consommation de biens alimentaires (-0,3% après +0,1%). Les dépenses en énergie se sont en revanche redressées (+0,7% après -0,5%) « *en raison de températures inférieures aux normales saisonnières en février et mars* » ;
- une progression inchangée **des dépenses de consommation des administrations publiques** (+0,3%) ;
- un **tassemement de l'investissement total** (+0,2% après +0,9%), qui trouverait son origine dans celui

des entreprises non financières (+0,1% après +1,2%) avec notamment un recul de la formation brute de capital fixe en biens manufacturés (- 1,3% après +1,6%). Le rythme d'expansion de l'investissement des ménages aurait également ralenti (+0,2% après +0,6%) dans le sillage du ralentissement du secteur de la construction. Enfin, l'investissement des administrations publiques aurait légèrement accéléré (+0,5% après +0,4%) ;

- un **repli des exportations de biens et services** (- 0,3% après +2,3%) **et des importations** (-0,3% après +0,1%).

Détail de la croissance du PIB et de ses composantes

% volume	T2 2017	T3 2017	T4 2017	T1 2018	2017	2018 (acquis)
PIB	+0,7	+0,7	+0,7	+0,2	+2,3	+1,2
Consommation des ménages	+0,3	+0,5	+0,2	+0,1	+1,1	+0,6
Consommation des administrations publiques	+0,5	+0,5	+0,3	+0,3	+1,4	+0,9
Investissement total (FBCF), dont :	+0,9	+1,3	+0,9	+0,2	+4,7	+1,8
<i>entreprises non financières</i>	<i>+0,6</i>	<i>+1,5</i>	<i>+1,2</i>	<i>+0,1</i>	<i>+4,4</i>	<i>+2,0</i>
<i>ménages (logements)</i>	<i>+1,5</i>	<i>+1,0</i>	<i>+0,6</i>	<i>+0,2</i>	<i>+5,6</i>	<i>+1,6</i>
<i>administrations publiques</i>	<i>+0,4</i>	<i>+0,3</i>	<i>+0,4</i>	<i>+0,5</i>	<i>+1,6</i>	<i>+1,1</i>
Exportations (biens et services)	+2,8	+0,8	+2,3	-0,3	+4,7	+2,5
Importations (biens et services)	-0,1	+1,8	+0,1	-0,3	+4,1	+0,6

Source : INSEE

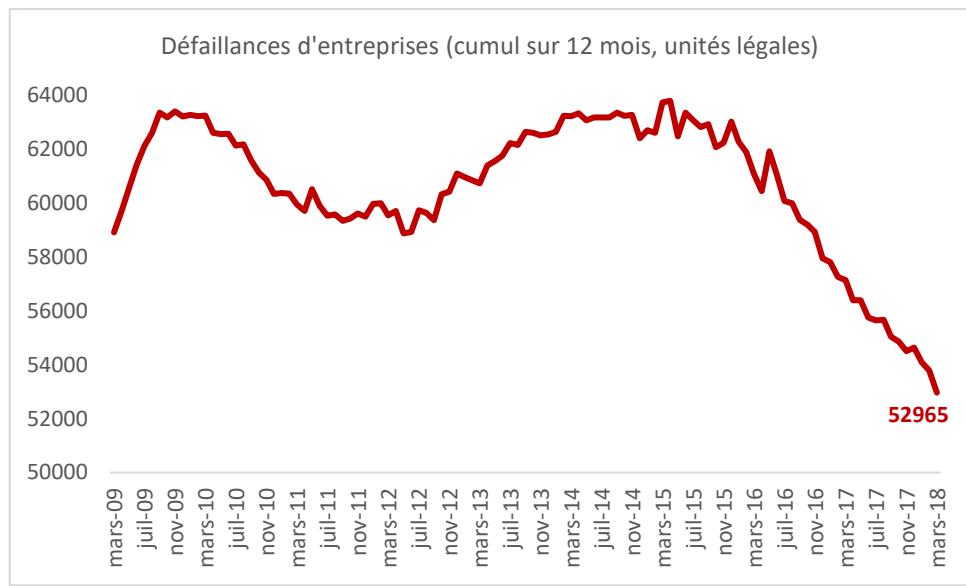
* Au total, *au premier trimestre 2018*, la croissance résulterait uniquement d'une **contribution positive de la demande intérieure finale hors stocks**, la contribution du solde extérieur et des variations de stock étant nulle.

* Pour 2018, l'acquis de croissance s'élèverait à +1,2% avec une **contribution positive de la demande intérieure** (+0,9 point) et du commerce extérieur (+0,6 point). Pour rappel, les prévisions de croissance des différentes institutions pour 2018 vont de +1,9% (Banque de France en mars) à +2,2% (OCDE en mars).

2. Défaillances d'entreprises en mars 2018 : 52 965 en cumul sur douze mois (- 7,3 % sur un an)

* Selon les estimations de la Banque de France, **les défaillances d'entreprises** (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, procédure de sauvegarde) **se seraient établies à 52 965 unités légales en mars 2018**, en cumul sur un an. Il s'agit toujours des niveaux les plus bas depuis octobre 2008. **Elles**

s'inscriraient en repli de -7,3% par rapport à mars 2017 (toujours en cumul sur douze mois), rythme de baisse supérieur à celui du mois précédent (- 6,0%). Il s'agit du **vingt-septième mois consécutif de baisse** des défaillances d'entreprises.



Source : Banque de France

* Par taille d'entreprise les défaillances des **PME** auraient reculé de -7,3% entre mars 2017 et mars 2018 (cumul sur douze mois). La baisse la plus forte aurait concerné les *moyennes entreprises* (-12,3%) qui ne constituent que 0,5% du total des défaillances. Les défaillances des *très petites entreprises* (3,1% du total des défaillances) se seraient également repliées (-9,2%), à l'instar de celles des microentreprises

(- 7,4) qui constituent près de 95% du total des défaillances. Après avoir augmenté au cours des deux mois précédents, les défaillances des *petites entreprises* auraient reculé en mars (-0,5%).

Les défaillances des **ETI et des grandes entreprises** auraient augmenté de +53,1% en mars, tout en ne représentant que 0,1% du total.

Défaillances d'entreprises par taille d'entreprise (cumul sur les 12 derniers mois)

Unités légales	Février 2018	Mars 2018	mars 18 / mars 17 (%)	Part dans total (%)
PME, dont :	53 744	52 916	-7,3	99,9
Microentreprises et taille indéterminée	50 922	50 129	-7,4	94,6
Très petites entreprises	1 674	1 657	-9,2	3,1
Petites entreprises	860	846	-0,5	1,6
Moyennes entreprises	288	284	-12,3	0,5
ETI et Grandes entreprises	49	49	+53,1	0,1
Total	53 793	52 965	-6,4	100

Source : Banque de France

* Cette baisse des défaillances cumulées sur un an se retrouverait dans tous les secteurs d'activité, à l'exception du transport et entreposage (+4,2%). L'ampleur du recul serait très variable : -13,6% dans les activités immobilières ; -11,6% dans la

construction (plus d'une défaillance sur cinq) ; -9,6% dans les activités financières et d'assurance ; -6,2% dans l'industrie ; -4,9% dans l'agriculture, sylviculture et pêche.

Défaillances d'entreprises pour certains secteurs d'activité (cumul sur l12 mois)

Unités légales	Février 2018	Mars 2018	mars 18 / mars 17 (%)	Part dans total (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	1 489	1 434	-4,9	2,7
Industrie	3 815	3 798	-6,2	7,2
Construction	11 928	11 663	-11,6	22,0
Commerce et réparation automobile	11 785	11 593	-6,9	21,9
Transports et entreposage	1 858	1 848	+4,2	3,5
Hébergement et restauration	7 156	7 107	-6,4	13,4
Information et communication	1 376	1 352	-1,7	2,6
Activités financières et d'assurance	1 035	1 003	-9,6	1,9
Activités immobilières	1 759	1 748	-13,6	3,3
Soutien aux entreprises	5 753	5 678	-6,9	10,7
Enseignement, santé humaine, action sociale	5 356	5 258	-4,7	9,9
Total	53 793	52 965	-7,3	100

Source : Banque de France

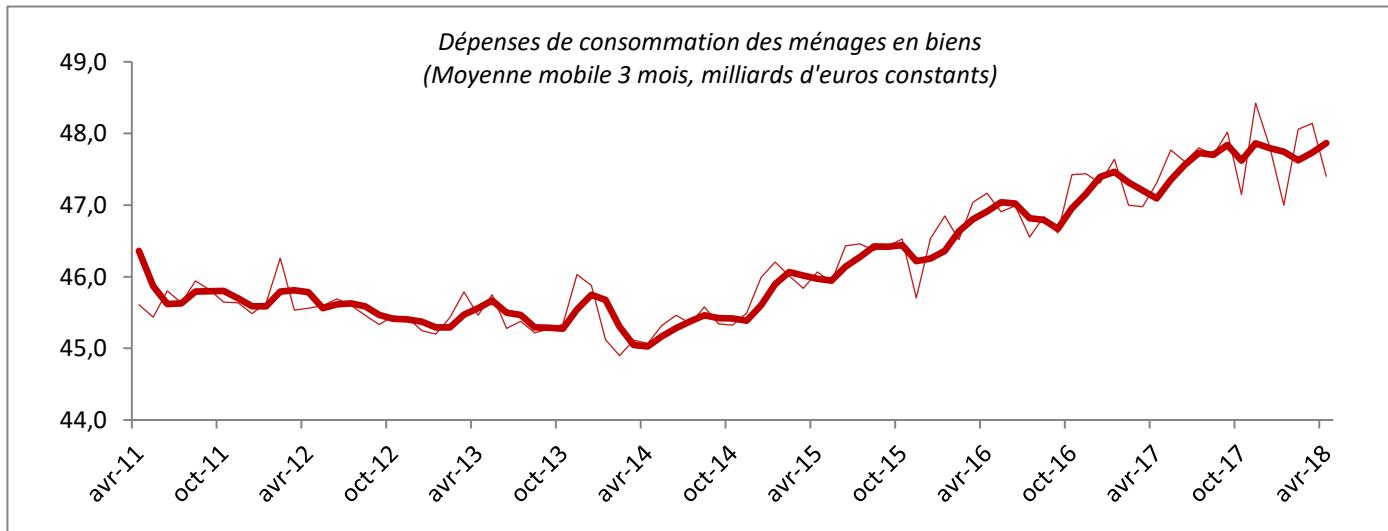
3. Dépenses de consommation des ménages en biens en avril 2018 : net recul au mois le mois, quasi stabilité sur un an

*Selon la dernière enquête de l'INSEE, **les dépenses de consommation des ménages en biens** (en volume, CVS-CJO) **ont franchement diminué en avril 2018** (- 1,5% en variation mensuelle) après avoir stagné en mars. Les dépenses en biens fabriqués ont été quasi stables tandis que la consommation alimentaire et d'énergie a diminué :

- **Le rythme de progression des dépenses en biens fabriqués est resté globalement stable** (+0,2% après +0,5%). Cette stabilité recouvre d'une part une diminution des dépenses en biens durables (- 0,7% après +1,7%) sous l'effet de la baisse des dépenses à destination de l'équipement du logement (-1,8% après +1,8%), notamment « *les meubles et les équipements de communication (smartphones)* », et, d'autre part un rebond marqué des achats de vêtements et de chaussures (+2,5% pour le poste habillement-textile après -1,7%). Les achats « d'autres biens fabriqués » ont progressé de +0,4%, tirés en particulier par ceux d'articles de quincaillerie-bricolage ;

- **la consommation alimentaire s'est nettement repliée** (-1,8% après +0,2%) du fait de la baisse des dépenses en produits agricoles non transformés (fruits, légumes), en produits agro-alimentaires (viandes et produits laitiers) et en boissons. La consommation de tabac a rebondi après la chute constatée en mars qui faisait suite à la hausse des prix du tabac du 1^{er} mars 2018 ;
- **la baisse de la consommation d'énergie s'est vivement accentuée** (-5,4% après -0,9%). Les dépenses de chauffage ont significativement diminué « *sous l'effet de températures nettement au-dessus des normales saisonnières en avril, après des mois de février et mars froids* ».

* **En glissement sur un an, les dépenses des ménages ont été quasi stables** (+0,2%). Cette évolution recouvre d'une part une baisse de la consommation alimentaire (- 2,2%) et de celle d'énergie et, d'autre part, une hausse des dépenses en biens fabriqués (+2,5%) notamment celles de matériels de transports (+4,5%), celles d'habillement-textile (+3,3%) et celles pour l'équipement du logement (+1,8%).



Source : INSEE

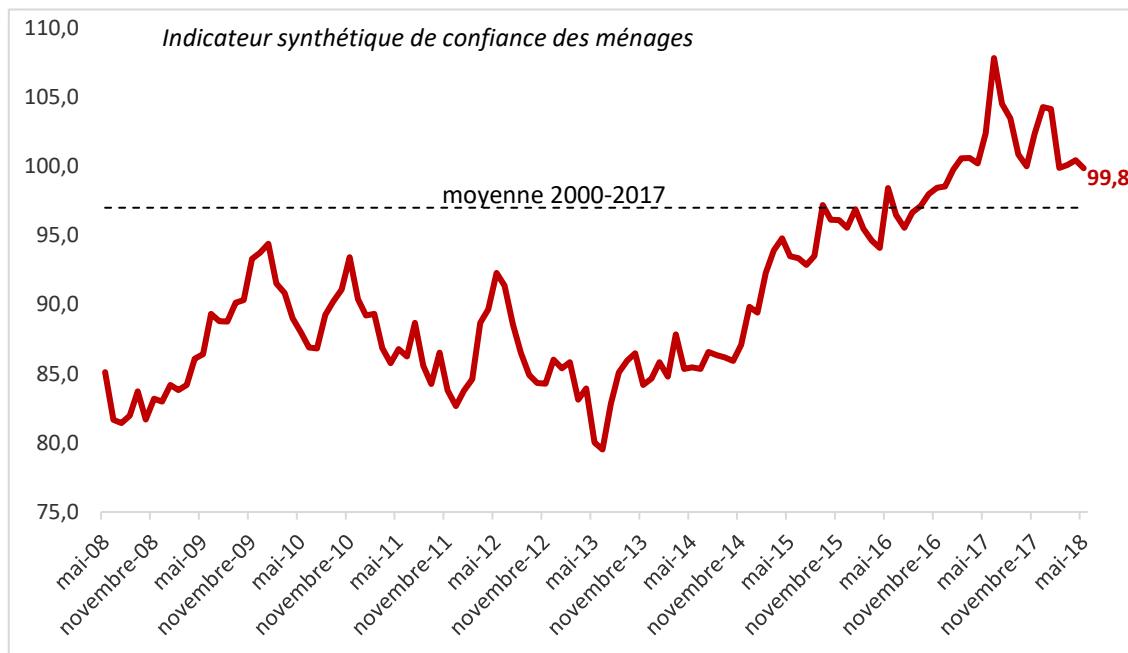
Sur les trois derniers mois connus (février, mars et avril) **les dépenses des ménages ont été quasi stables par rapport aux trois mois précédents (+0,2%)** : stabilité dans l'alimentaire, hausse de +0,2% pour les biens fabriqués, hausse de +1,0% pour l'énergie.

* **Toujours sur les trois derniers mois connus, mais en glissement annuel, les dépenses des ménages ont augmenté de +0,6%.** Cette progression a été portée par celle des dépenses énergétiques (+6,1%) et celles des achats de biens fabriqués (+1,7% dont +4,0% pour les achats d'automobiles et +3,2% pour les dépenses de biens d'équipement du logement). Les achats de produits alimentaires se sont en revanche légèrement repliés (- 0,4%).

4. Confiance des ménages en mai 2018 : légère baisse de l'indice général, pessimisme sur le niveau de vie, craintes du chômage au plus bas depuis plus de dix ans

* Selon la dernière enquête de l'INSEE, *la confiance des ménages s'est très légèrement effritée en mai 2018*. L'indicateur qui la synthétise est repassé sous la barre des 100 perdant ainsi -0,6 point par rapport à

son niveau d'avril (100,4). Pour rappel, *le moral des ménages s'était hissé à son plus haut niveau depuis dix ans en juin 2017*.



Source : INSEE

* S'agissant du « contexte économique », *l'opinion des ménages sur le niveau de vie en France s'est nettement détériorée* après le rebond d'avril, renouant ainsi avec la tendance observée au premier trimestre : l'opinion sur leur niveau de vie passée a diminué (-2,6 points après +3,5 en avril et - 7,1 sur les trois premiers mois de l'année) de même que celle sur les perspectives d'évolution du niveau de vie en France (-4,1 points après +1,7 en avril et -7,7 sur les trois premiers mois de l'année).

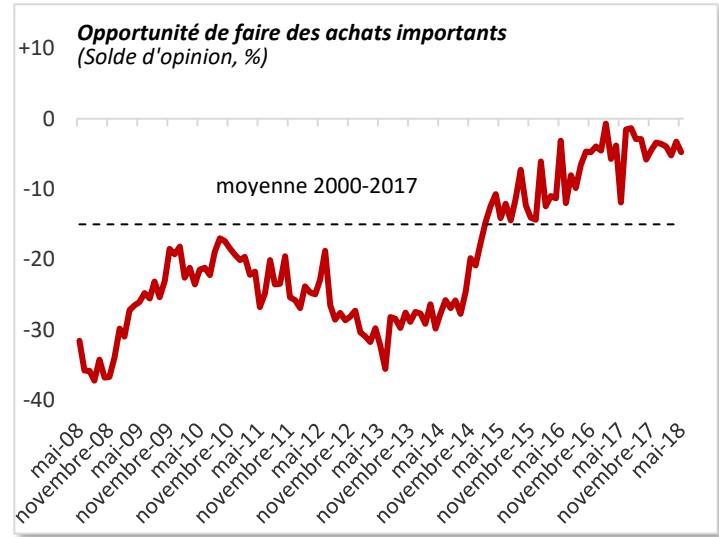
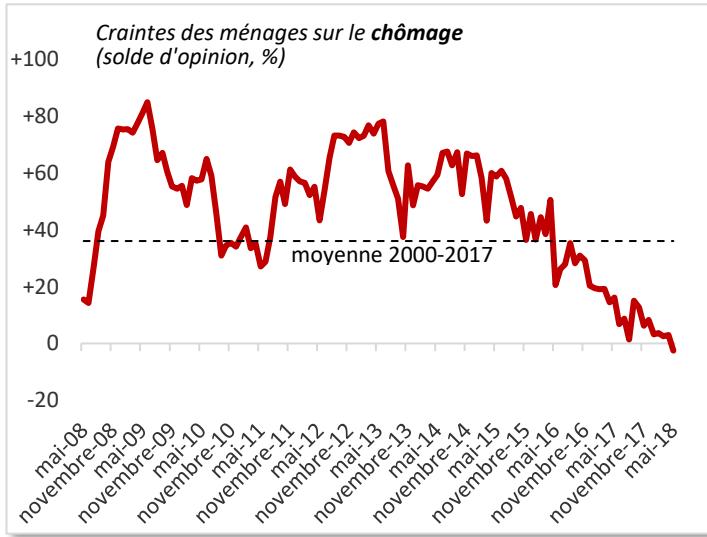
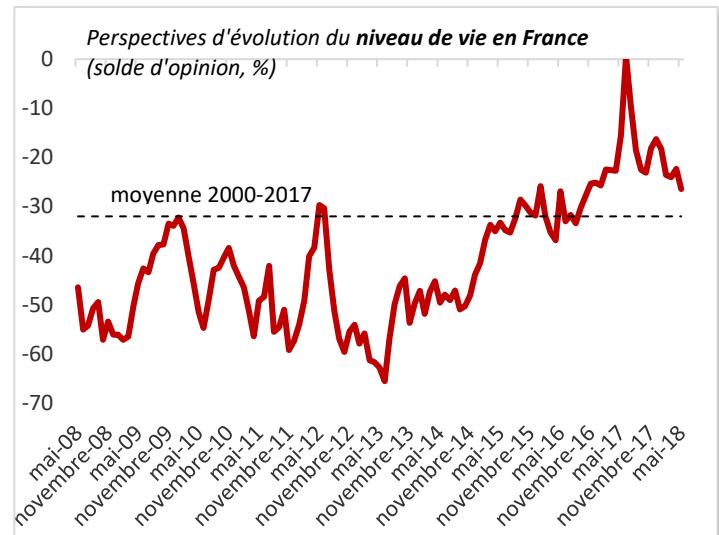
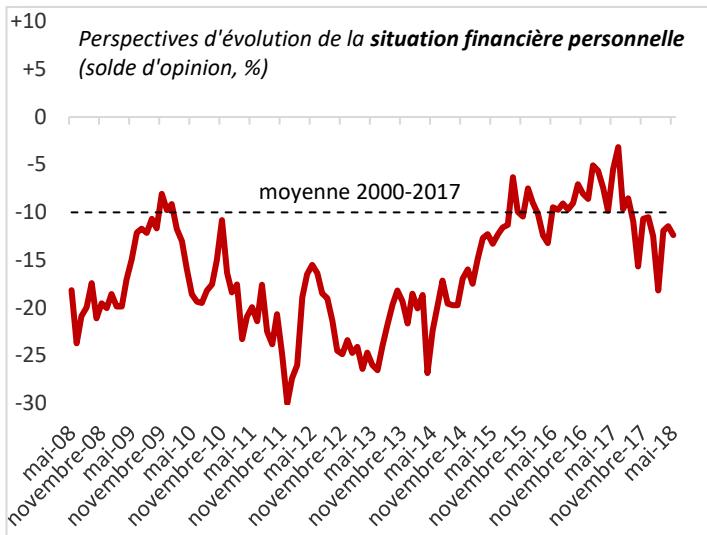
Dans le même temps, leurs « *croissances concernant le chômage* » se sont affaiblies (baisse du solde d'opinion de -5,5 point) et sont au plus bas depuis décembre 2007.

Enfin, la proportion des ménages estimant que *les prix* ont augmenté au cours des douze derniers mois a augmenté (+7,2 points) de même que celle anticipant une hausse des prix au cours des douze prochains mois (+7,3 points).

* S'agissant de leur « situation personnelle », la perception qu'ont les ménages de leur *situation financière future* s'est légèrement dégradée (- 0,9 point), le solde d'opinion demeurant toujours loin de sa moyenne de longue période. La perception qu'ils ont de leur *situation financière passée* s'est en revanche améliorée (rebond de l'indice de +1,4 point).

La proportion des ménages estimant qu'il est « *opportun de faire des achats importants* » a diminué (-1,5 point). Celle estimant qu'il est « *opportun d'épargner* » a franchement augmenté (+4,7 points).

Enfin le solde d'opinion des ménages sur leur *capacité d'épargne actuelle* est resté quasi stable tandis que celui sur leur *capacité future* a vivement augmenté (+5,3 points).



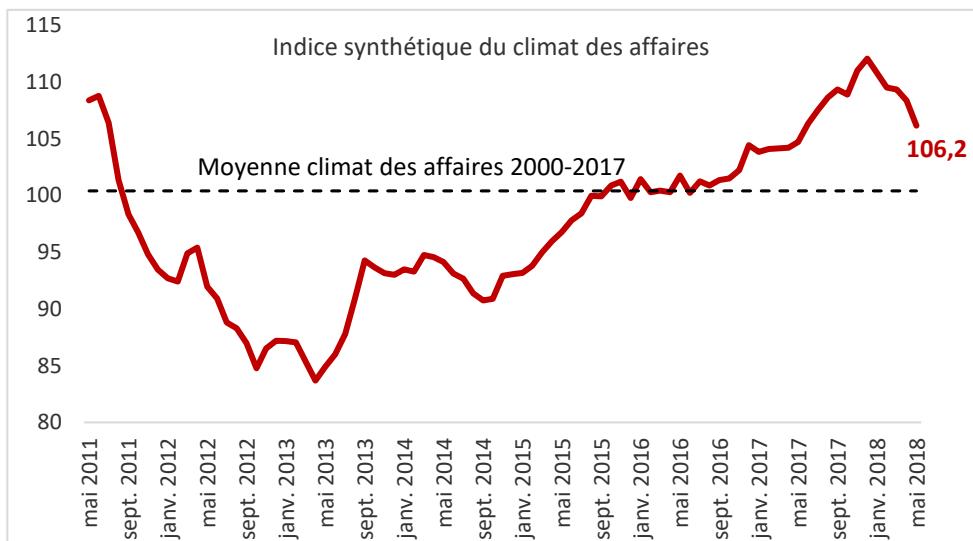
Source : INSEE

5. Climat des affaires en mai 2018 : cinquième mois consécutif de baisse de l'indicateur général et plus forte baisse depuis octobre 2012, indice de retournement toujours en zone d'incertitudes

* Selon les dernières enquêtes de conjoncture de l'INSEE, **le climat des affaires en France a continué de se dégrader en mai** pour renouer avec son niveau de juin dernier. L'indice qui le synthétise, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, a chuté de -2,2 points par rapport à avril pour s'établir à 106,2 : **un mouvement d'une telle ampleur au mois le mois n'avait plus été observé depuis octobre 2012.**

Il s'agit du cinquième mois consécutif de baisse. L'indice du climat des affaires demeure au-dessus de son niveau moyen de longue période.

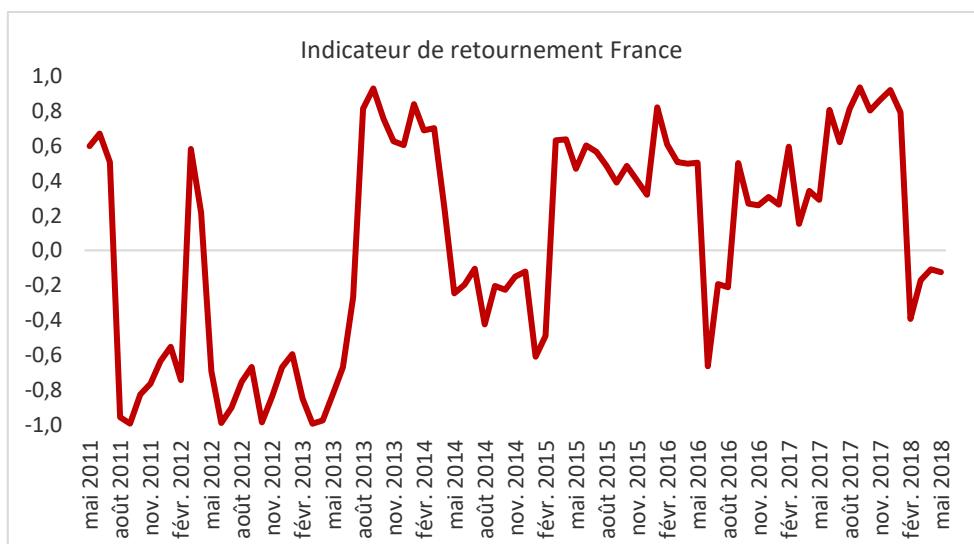
En parallèle, **l'indicateur du climat de l'emploi a faibli pour le deuxième mois consécutif** après avoir atteint un plus haut depuis août 2011 en mars : « cette baisse résulte surtout d'un fléchissement des soldes d'opinion sur l'emploi passé dans les services hors intérim, et sur l'emploi prévu dans le commerce de détail ».



Source : INSEE

* **L'indicateur de retournement** pour l'ensemble de l'économie est demeuré dans « la zone d'incertitudes conjoncturelles » (-0,1). Compris entre -1 et +1, cet indicateur permet d'apprécier le caractère favorable

(proche de +1) ou défavorable (proche de -1) de la conjoncture française ainsi que les zones d'incertitudes (bornes -0,3 et +0,3).



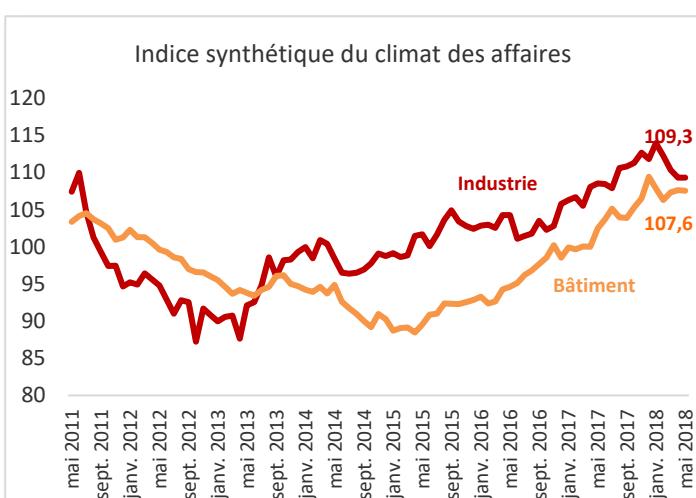
Source : INSEE

* La détérioration du climat des affaires en mai a concerné les secteurs des services et du commerce de détail tandis que la situation est restée stable dans l'industrie manufacturière et dans le bâtiment :

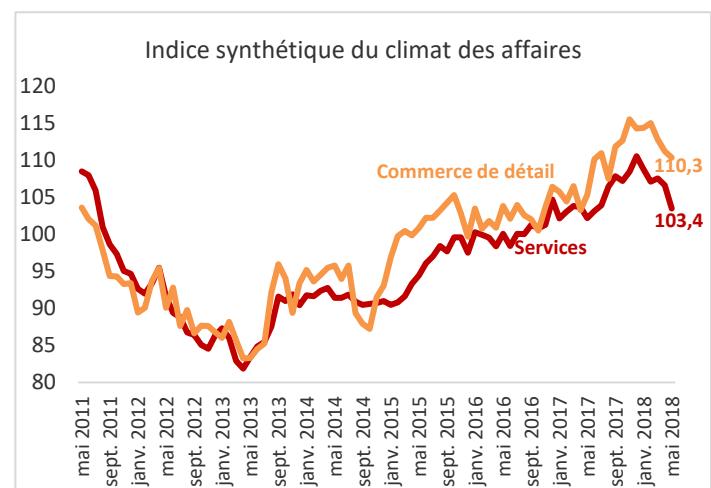
- **dans les services, l'indice du climat des affaires a nettement fléchi** (-3,1 points après -0,9 point en avril). Cette dégradation s'explique par la baisse du solde d'opinion sur *les perspectives générales d'activité* (-3,0 points), de celui sur *l'activité passée et future* (-6,0 points et -4,0 points) ainsi que de celui sur *la demande prévue* (-1,0 point). Par sous-secteurs, le climat s'est dégradé dans **l'hébergement-restauration** (-6,0 points), dans les **activités spécialisées, scientifiques et techniques** (-4,0 points) et dans les **services administratifs et de soutien** (-3,0 points) ;
- **selon les chefs d'entreprise du commerce de détail et du commerce et de la réparation d'automobiles, le climat a été moins favorable en mai** (baisse de l'indice correspondant de -0,9 point après -1,6). Ce retrait s'explique en partie par la baisse du solde d'opinion sur *les perspectives générales d'activité* (-1,0 point) tandis celui sur *les intentions de commandes* a progressé (+3,0 points). Comme en avril, le repli du climat des affaires a concerné en particulier le commerce de détail plutôt que le commerce et la réparation automobiles ;

- après avoir atteint un plus haut de dix-sept ans en janvier, le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière n'a cessé de se dégrader : **ce mouvement a été interrompu en mai, l'indice du climat se stabilisant à 109,3** (très nettement au-dessus de sa moyenne de long terme). Si l'opinion des industriels sur *les perspectives générales de production* et celle sur *les carnets de commandes étrangers* a continué d'être négative (respectivement -8,0 points et -1,0 point), celle sur leurs *perspectives personnelles* a progressé (+2,0 points après déjà +6,0 points en avril). Par sous-secteurs, le climat s'est dégradé dans l'industrie de **l'automobile** (-4,0 points), des **autres matériels de transport** (-2,0 points), de la **métallurgie et autres produits métalliques** (-1,0 point) et des **produits informatiques, électroniques et optiques** (-1,0 point) ;

- **dans l'industrie du bâtiment, le climat des affaires est demeuré quasi inchangé**. De manière générale, les entrepreneurs interrogés ont fait preuve d'un léger pessimisme s'agissant de leur *activité passée ou à venir* (baisse des soldes d'opinion correspondant de -4,0 points et de -5,0 points).



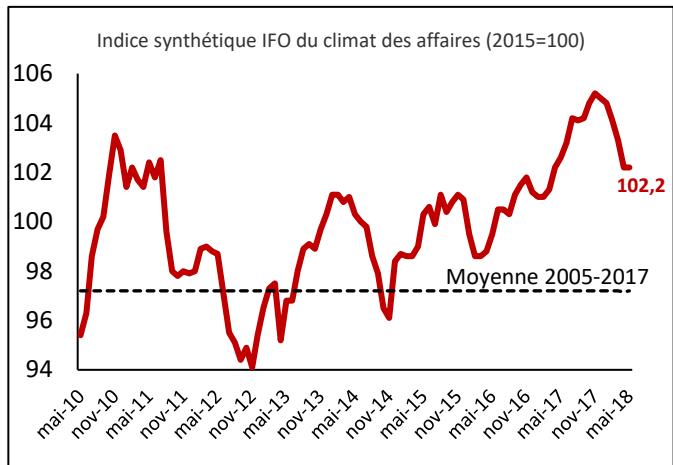
Source : INSEE



6. Climat des affaires allemand en mai 2018 : pause dans le mouvement de baisse, vif rebond dans les services

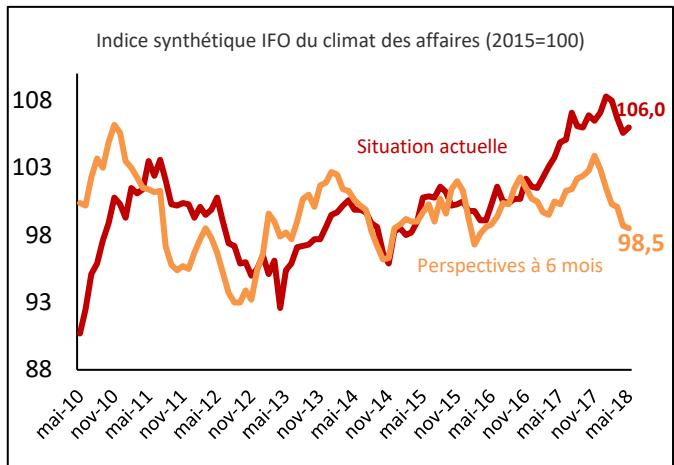
* *Le climat des affaires dans la construction, l'industrie, le commerce et les services en Allemagne a cessé de se dégrader en mai 2018 et est demeuré stable.* L'indicateur synthétique Ifo, calculé à partir d'un échantillon d'environ 7 000 entreprises, s'est ainsi établi à 102,2.

Cette stabilité recouvre *une amélioration de la perception des entreprises de leur situation actuelle*



(hausse de l'indice de +0,4 point à 106,0) *mais une légère dégradation des anticipations d'activité à six mois* (- 0,2 point).

Selon l'institut Ifo, les résultats issus de l'enquête de mai indiquent que « *l'économie allemande s'en sort relativement bien dans un contexte international plutôt mouvementé et qu'une croissance trimestrielle de +0,4% était attendue au deuxième trimestre* ».



Source : Ifo

* Cette stabilité du climat recouvre les évolutions sectorielles suivantes :

- **nouvelle contraction de l'indice du climat dans le secteur manufacturier bien que moins importante qu'en avril** (-0,2 point après -3,1 points). **Il s'agit du quatrième repli successif.** L'orientation moins favorable de mai tient essentiellement à la détérioration des perspectives d'activité à six mois des manufacturiers tandis que la perception de leur situation actuelle a rebondi dans le sillage « *de la hausse de la demande et des carnets de commande* » ;
- **franc rebond dans les services après quatre mois consécutifs de baisse** (+0,9 point contre -3,5 en avril) à relier à celui des anticipations d'activité à six mois. En revanche la perception de la situation actuelle des entreprises du secteur a continué de se détériorer ;
- **amélioration du climat dans le commerce de détail et dans le commerce de gros** du fait d'une perception de la situation actuelle bien orientée. Les détaillants et grossistes n'ont pas modifié

significativement leurs anticipations d'activité à horizon six mois ;

- dans la **construction**, l'indice a continué d'augmenter (+0,7 point après +1,2 point en avril) pour **atteindre un nouveau record historique.** Cette hausse s'explique par la composante « situation actuelle » tandis que les anticipations d'activité des entrepreneurs ont légèrement diminué.

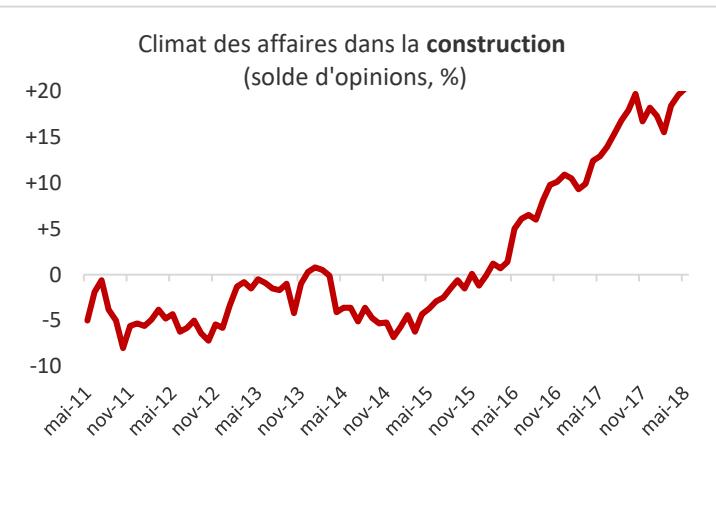
* *

*

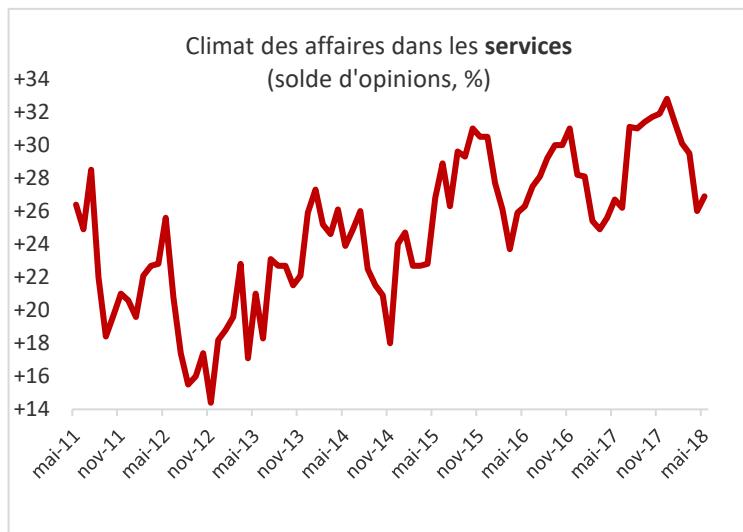
La stabilité du climat des affaires allemand suggéré par l'enquête Ifo n'est pas confirmée par la première estimation des indices PMI de Markit Economics de mai. Dans le **secteur manufacturier**, l'expansion de l'activité aurait en effet nettement ralenti (PMI à 55,0 après 57,4, un plus bas en dix-huit mois). Il en va de même dans les **services** (52,1 après 53,0, un plus bas de vingt mois). Selon Markit, « *la récente perte de dynamisme de l'économie allemande observée au premier trimestre se confirme en mai où l'activité a enregistré sa plus faible progression depuis plus de dix-huit mois* ».



Source : Ifo



Source : Ifo



Source : Ifo

7. Tendance de la semaine sur les marchés : craintes sur la zone euro dans un contexte de tension sur la dette italienne et fuite vers la qualité

